Montréal, le 18 février 2020

Bibliothèque et Archives Canada

a/s Kristina Lillico

Directrice, AIPRP et réponse aux litiges et Coordonnatrice de l'AIPRP

395 rue Wellington, 3e étage

Ottawa, Ontario (CANADA)

K1A 0N4

**Objet** : **Demande d’accès à des documents**

Madame la Directrice,

En vertu de la *Loi sur l’accès à l’information*, je désire obtenir une copie numérique des documents suivants :

1. Version non expurgée du « MEMORANDUM FOR THE CABINET COMMITTEE ON SECURITY AND INTELLIGENCE » du 17 décembre 1969, par Pierre Elliott Trudeau et intitulé *« Current Threats to National Order and Unity - Quebec Separatism »*;
2. Version non expurgée d’un DOCUMENT du « CABINET COMMITTEE ON SECURITY AND INTELLIGENCE » en date du 19 décembre 1969, avec procès-verbal en date du 5 janvier 1970 ;
3. PROCÈS-VERBAUX du « PERMANENT JOINT SECURITY OPERATIONS PLANNING STAFF » institué en 1969 et 1970 à la demande du « CABINET COMMITTEE ON SECURITY AND INTELLIGENCE » le 19 décembre 1969 ;
4. PROCÈS-VERBAUX du « CABINET COMMITTEE ON PRIORITIES AND PLANNING » pour les années 1969 et 1970;
5. RAPPORT du « BUREAU CENTRAL D’ANALYSE ET DU RENSEIGNEMENT », institué en 1970 à la demande du « CABINET COMMITTEE ON SECURITY ADN INTELLIGENCE » en vertu du procès-verbal en date du 5 janvier 1970 ;
6. RAPPORT intitulé « Detailed Report by the RCMP » pour 1970 « on the present state of separatism in Quebec in terms of organization, numbers involved, organizational interrelationships, apparent strategy and tactics and outside influence »;
7. PROCÈS-VERBAUX du « CABINET COMMITTEE ON SECURITY AND INTELLIGENCE » pour les années 1976 à 1981 ;
8. PROCÈS-VERBAUX du « CABINET COMMITTEE ON PRIORITIES AND PLANNING » pour les années 1976 à 1981 ;
9. PROCÈS-VERBAUX du « PERMANENT JOINT SECURITY OPERATIONS PLANNING STAFF » pour les années 1976 à 1981 ;
10. LETTRES ET AUTRES ÉLÉMENTS DE CORRESPONDANCE entre le « Sous-Secrétaire aux Affaires extérieures du Canada, Allan Gotlieb, » et le « Chef de l’équipe externe du Centre de la sécurité des communications du ministère de la Défense nationale » pour les années 1980, 1981 et 1982 ;
11. LETTRES ET AUTRES ÉLÉMENTS DE CORRESPONDANCE entre le « Ministre des Affaires extérieures du Canada, Mark MacGuigan » et le « Chef de la sécurité au Centre de la sécurité des communications du ministère de la Défense nationale » pour les années 1980, 1981 et 1982 ;
12. LETTRES ET AUTRES ÉLÉMENTS DE CORRESPONDANCE entre le « Ministre de l’Immigration, Lloyd Axworthy » et le « Chef de la sécurité au Centre de la sécurité des communications du ministère de la Défense nationale » pour les années 1980, 1981 et 1982 ;
13. PROCÈS-VERBAUX du « CABINET COMMITTEE ON SECURITY AND INTELLIGENCE » pour les années 1994 et 1995 ;
14. PROCÈS-VERBAUX du « CABINET COMMITTEE ON PRIORITIES AND PLANNING » pour les années 1994 et 1995 ;
15. PROCÈS-VERBAUX du « PERMANENT JOINT SECURITY OPERATIONS PLANNING STAFF » pour les années 1994 et 1995 ;
16. DOCUMENT intitulé « The French Problem » du « CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES COMMUNICATIONS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE », date inconnue ;
17. DOCUMENT sur les priorités du « CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES COMMUNICATIONS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE » pour les années 1990 à 1999 ;
18. PROCÈS-VERBAUX de l’ « OPÉRATION UNITÉ DU BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ DU CANADA » pour les années 1994 et 1995 ;
19. RAPPORTS non expurgés de l’ « INSPECTEUR GÉNÉRAL DU SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ » transmis au Solliciteur général pour les années 1994 et 1995 ;
20. RAPPORTS du « COORDONNATEUR DE LA SÉCURITÉ ET DU RENSEIGNEMENT DU BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ DU CANADA » pour les années 1994, 1995,1996 et 1997 ;
21. RAPPORTS du « SECRÉTARIAT DE LA SÉCURITÉ ET DU RENSEIGNEMENT » pour les années 1994, 1995,1996 et 1997 ;
22. RAPPORTS du « SECRÉTARIAT DE L’ÉVALUATION DU RENSEIGNEMENT » pour les années 1994, 1995,1996 et 1997 ;
23. DOCUMENTS du « CABINET COMMITTEE ON SECURITY AND INTELLIGENCE » et du « CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES COMMUNICATIONS » relatifs au rapport de novembre 1996 du « VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL » relatifs à l’écoute électronique et l’espionnage des personnalités politiques au Québec ;
24. RAPPORTS du « CHEF DU CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES COMMUNICATIONS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSES NATIONALE » auprès du « COORDONNATEUR DE LA SÉCURITÉ ET DU RENSEIGNEMENT DU BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ DU CANADA » pour les années 1994, 1995, 1996 et 1997 ;
25. RAPPORTS du CHEF DU CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES COMMUNICATIONS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSES NATIONALE » au « COMMISSAIRE DU CENTRE DE LA SÉCURITÉ ET DES COMMUNICATIONS pour les années 1996 et 1997 et 1998 ;
26. RAPPORTS du « MINISTÈRE DE LA JUSTICE » sur le contrôle juridique des activités de renseignement de la GRC, du SCRS et du CST pour les années 1994, 1995 et 1996 ;
27. RAPPORTS non expurgés du « SOUS-COMITÉ SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE » relevant du CST, de la GRC, du SCRS et du CSARS sur l’espionnage du Premier Ministre du Québec pour les années 1994 et 1995.

 En vous en remerciant à l’avance, je vous prie d’agréer, Madame la directrice, mes salutations distinguées.

Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Daniel Turp

*Président*Institut de recherche sur l'autodétermination des peuples et les indépendances nationales (IRAI)

612, rue Saint-Jacques
Montréal (Québec) H3C 4M8
Courriel : **daniel.turp@irai.quebec**Téléphone (cellulaire) : (514) 629-7763